

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°645 – 2 octobre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Le conseil d'administration de la BOAD approuve de nouveaux financements

Le 24 septembre 2026, le Conseil d'administration de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) [a approuvé](#) de nouvelles opérations et interventions pour un montant total de 157,5 Md FCFA (240,1 M EUR). Les financements approuvés portent notamment sur la mécanisation agricole et l'irrigation au Togo (45 Md FCFA, soit 68,6 M EUR), l'aménagement de la route Safim-Jugudul en Guinée-Bissau (30 Md FCFA ; 45,7 M EUR), l'implantation d'une usine de production de ciment au Burkina Faso (10 Md FCFA ; 15,2 M EUR), l'extension des capacités de stockage pétrolier au Togo (37 Md FCFA ; 56,4 M EUR), l'acquisition de participations et d'infrastructures énergétiques au Bénin (17,5 Md FCFA ; 26,7 M EUR), un prêt en faveur de la SOTRAKA pour l'importation et la commercialisation d'hydrocarbures au Mali (8 Md FCFA ; 12,2 M EUR) et une ligne de refinancement en faveur de la COFINA pour soutenir les PME en Côte d'Ivoire (10 Md FCFA ; 15,2 M EUR).

Bénin

Le trafic au Port autonome de Cotonou progresse de 16,6 % au 1^{er} semestre 2026

Au cours des six premiers mois de 2026, le Port de Cotonou [a enregistré](#) une hausse d'activité,

Le chiffre à retenir

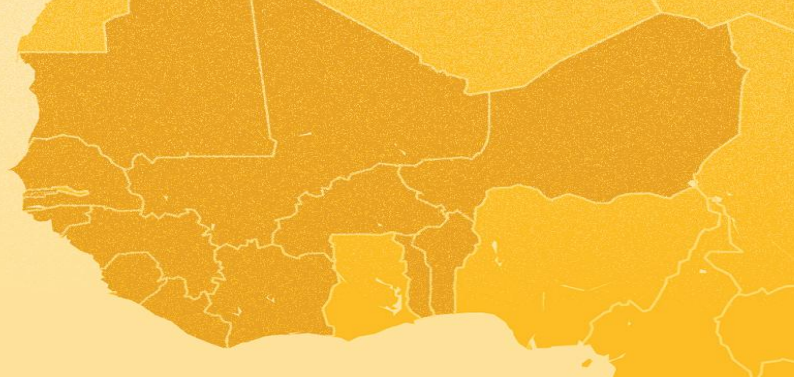
457,3 M €

Coût de la mise en service de la 2^e phase du
TER de Dakar

avec un trafic global de marchandises augmentant de 16,6 % en glissement annuel pour se situer à 7,8 M, selon les données du ministère de l'Economie et des Finances. Les opérations de transbordement affichent un bond spectaculaire de 152,1 % pour dépasser 516 000 tonnes, confortant le rôle de plateforme de transit sous régional du Port de Cotonou. Par ailleurs, le 8 septembre 2026, une délégation de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) [s'est rendue](#) au Port de Cotonou pour discuter des projets portuaires en cours et futurs.

Le secteur bancaire confirme sa solidité

Réunis le 21 septembre 2026 à Cotonou pour leur troisième rencontre trimestrielle de l'année, la Direction nationale de la BCEAO et l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Bénin (APBEF-Bénin) [ont dressé](#) le bilan de santé du secteur bancaire national. Avec un taux brut de dégradation de son portefeuille de 4,1 % en 2025 (contre 9,1 % dans l'UEMOA) et un ratio de solvabilité à 17,4 %, le Bénin affiche de solides statistiques d'assainissement de bilan. En revanche, le déficit de la trésorerie bancaire se serait creusé en 2025, constituant une exception par rapport à la tendance générale



observée dans l'UEMOA. Les échanges ont également porté sur la nouvelle législation sur la répression du faux monnayage ainsi que la participation des banques à la Plateforme interopérable du système de paiement instantané (PI-SPI).

Burkina Faso

Hausse des recettes budgétaires au 1^{er} semestre 2026

Au 30 juin 2026, selon la direction générale du budget, les recettes budgétaires [se sont établies](#) à 1 972,9 Md FCFA (3 Md EUR), soit un taux d'exécution de 122 % par rapport à l'objectif semestriel. Ce montant est en hausse de 26,3 % en glissement annuel, une performance portée par la hausse des cours de l'or et le renforcement des dispositifs de contrôle. A noter que les recettes budgétaires hors crédits de TVA se sont situées à 1892,3 Md FCFA (2,9 Md EUR). Les crédits de paiement exécutés ont atteint 1 832,7 Md FCFA (2,8 Md EUR), sur une prévision annuelle de 3 918,3 Md FCFA (6 Md EUR), contre 1 640,4 Md FCFA (2,5 Md EUR) un an auparavant. Le solde budgétaire ressort ainsi à 59,6 Md FCFA (90,8 M EUR).

Inauguration d'une raffinerie d'or

Le 28 septembre 2026, [a été inaugurée](#) à Ouagadougou Raffinor-BF S.A., la première raffinerie du Burkina Faso, permettant de transformer l'or brut en lingots. Installée sur 5 ha, l'unité intègre fonderie, laboratoire, stockage sécurisé et bijouterie, pour un investissement de 11 Md FCFA (16,8 M EUR), financé principalement par l'État via la Société nationale des substances précieuses (SONASP), aux côtés de partenaires privés. Sa capacité d'affinage, de 164 tonnes/an en 1^{ère} phase, est annoncée pour atteindre 515 tonnes après une 2^e phase d'extension. Pour mémoire, selon les données du [World Gold Council](#), le Burkina Faso aurait produit environ 94 tonnes d'or en 2025,

ce qui en fait le 3^e producteur africain, derrière le Ghana (187,3 t) et l'Afrique du Sud (98,7 t).

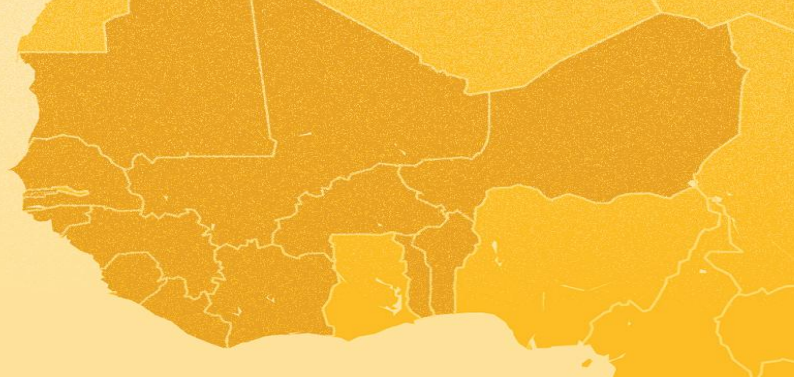
Côte d'Ivoire

24,1 M USD de la BAfD pour la résilience climatique et les paysages forestiers

Le 16 septembre 2026 à Bouaké, le gouvernement ivoirien et la Banque africaine de développement (BAfD) ont lancé un [financement additionnel](#) de 24,1 M USD en faveur de la composante ivoirienne du Programme intégré de développement et d'adaptation au changement climatique dans le bassin du Niger (PIDACC-BN). Cette nouvelle phase du programme couvrira cinq régions du centre de la Côte d'Ivoire (Gbêkê, Béliér, Iffou, Moronou et N'Zi) et bénéficiera directement à environ 30 000 personnes, en particulier les femmes et les jeunes. Les investissements prévus comprennent la production de plus de 7 M de plants forestiers, la mise en place de 6 000 ha de systèmes agroforestiers, la restauration de près de 3 300 ha de plantations forestières, ainsi que le soutien aux activités agricoles, à l'élevage, au maraîchage et à la transformation des produits agricoles.

5^{ème} édition du Salon des Infrastructures d'Abidjan

Le [Salon des Infrastructures d'Abidjan](#) 2026 s'est tenu du 17 au 19 septembre au Parc des Expositions d'Abidjan-Port-Bouët sur le thème : "Digitalisation, Économie circulaire et Gestion durable des ressources dans le BTP". Les acteurs économiques de quatre grands secteurs ont notamment été mis en avant : le réseau routier, le réseau électrique, l'eau et l'assainissement ainsi que les télécommunications. Le ministre des Infrastructures et de l'Entretien routier a annoncé lors de l'événement que près de [7 500 Md FCFA](#) (11,4 Md EUR) avaient été investis entre 2015 et 2025 dans le développement des infrastructures,



permettant la construction de 3 000 km de routes interurbaines, 1 300 km de voiries urbaines et 153 km d'autoroutes neuves. Plus largement, le secteur du bâtiment et des travaux publics contribue aujourd'hui à hauteur de 6 % du PIB. Concernant la mobilité urbaine, le ministre a par ailleurs évoqué l'avancement du projet de la ligne 1 du métro d'Abidjan, qui couvrira 37 km et dont la réalisation est assurée par le consortium français STAR composé de Bouygues Travaux Publics, Colas Rail, Alstom et Keolis.

Guinée

L'Etat guinéen lance un emprunt obligataire de 2 500 Md GNF (253 M EUR)

Une campagne d'emprunt obligataire par Appel Public à l'Épargne (APE) a été officiellement [lancée](#) à Conakry. Ouverte du 25 septembre au 23 octobre 2026, cette opération vise à lever 2 500 Md GNF (253 M EUR) en proposant 500 000 obligations de 5 M GNF (500,9 EUR) chacune, d'une maturité de cinq ans, à un taux annuel de 11 %. Portée par la récente Direction générale des financements, cette sixième émission marque une nette hausse (+67 %) par rapport à l'émission précédente réalisée en 2025 (1 500 Md GNF, soit environ 150 M EUR). Elle s'inscrit dans le sillage du Programme Simandou 2040 et dans un contexte de besoins de financements accrus pour le développement du pays, pour lequel la Banque africaine de développement (BAfD) [rappelait](#) dans son rapport pays publié le 15 septembre, les enjeux de mobilisations de financements à grande échelle.

Guinée-Bissau

Un fonds de 3,2 M EUR pour financer les PME portées par les jeunes et les femmes

Le 22 septembre 2026 à Bissau, la Fondation pour le développement de l'entrepreneuriat industriel (FUNDEI) et la Banco da União (BDU-SA) [ont signé](#) un accord créant une plateforme de financement des PME, associations et coopératives dirigées par des jeunes et des femmes, pour un montant maximal de 2,1 Md FCFA (3,2 M EUR). Le dispositif, financé par la Banque africaine de développement (BAfD) via le Fonds africain de développement et la Facilité de soutien à la transition, couvrira l'ensemble des régions du pays et vise à faciliter l'accès au crédit, soutenir la création d'activités viables et réduire la pauvreté.

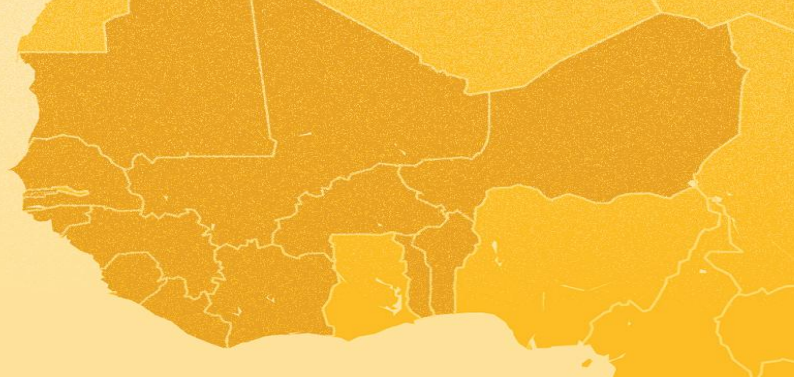
Libéria

Bounty Oil & Gas se prépare à racheter le bloc pétrolier offshore LB-32

Le 22 septembre 2026, l'australien Bounty Oil & Gas [a annoncé avoir signé](#) un accord pour racheter PetroQuest Liberia Deep Water, détentrices d'une exclusivité sur le bloc offshore LB-32 (au large du sud-est libérien), attribué en octobre 2025 par la Compagnie nationale de pétrole du Libéria (NOCAL). Aucun puits n'y a encore été foré. Bounty Oil & Gas a par ailleurs annoncé une levée de 3,55 M AUD (2,2 M EUR) pour mener à bien cette opération. Le contrat de partage de production resterait à négocier avec la NOCAL et le régulateur, la Liberia Petroleum Regulatory Authority (LPRA), puis à faire valider par le Parlement, un processus que l'entreprise espère achever vers janvier 2027.

Décaissement de 50,2 M USD au titre de la 4^e revue FEC et de la 1^{ère} revue FRD

Le 28 septembre 2026, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) [a approuvé](#) la 4^e revue de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et la 1^{ère} revue de l'accord au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) permettant le décaissement immédiat de



respectivement 19,3 M DTS (26,2 M USD) et de 17,6 M DTS (24 M USD). La croissance du PIB réel est projetée à 5,5 % en 2026, après 5,1 % en 2025, soutenue notamment par les activités minières, la construction et l'industrie manufacturière. La mise en œuvre du programme est jugée globalement satisfaisante. Les priorités portent sur la mise en œuvre de la TVA en 2027, la gestion transparente du paiement exceptionnel lié à une concession minière, la restructuration bancaire, le renforcement de la transparence budgétaire et la poursuite des réformes climatiques.

Mali

Création de la Société malienne de transport et de logistique

Le 25 septembre 2026, le Conseil des ministres [a adopté](#) des projets de texte portant création de la Société malienne de Transport et de Logistique (SMTL) et approbation de ses statuts. Cette société aura pour mission d'assurer le transport public routier de personnes et de marchandises, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. La création de la SMTL vise à renforcer la maîtrise de la chaîne d'approvisionnement, dans une économie fortement dépendante du transport routier pour l'acheminement des produits d'importation et d'exportation ainsi que pour les échanges entre les zones de production, de commercialisation et de consommation. Elle vise notamment à améliorer la gestion des opérations d'entreposage, de transport, de manutention et de stockage des produits agricoles, intrants et hydrocarbures, ainsi qu'à sécuriser l'acheminement et l'exportation des produits stratégiques.

Mauritanie

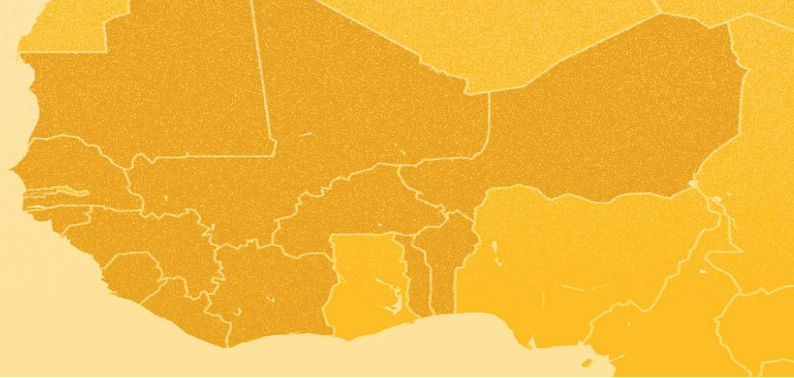
Le pays adhère à plusieurs institutions multilatérales

La Mauritanie [a rejoint](#) l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB), banque multilatérale de développement créée en 2016. L'adhésion ouvre à la Mauritanie un nouveau canal de financement pour des projets d'infrastructures dans plusieurs domaines (énergie, numérique, transport...). En complément, le [conseil des ministres](#) a adopté deux projets de loi ouvrant la voie à l'adhésion de la Mauritanie à la Trade and Development Bank (TDB) et à l'African Trade & Investment Development Insurance (ATIDI). La TDB, déjà présent dans 24 pays africains, propose des financements de long terme pour les infrastructures, l'énergie, l'industrie, le commerce et le secteur privé. L'ATIDI fournit, quant à elle, des assurances contre les risques commerciaux et politiques, en vue de faciliter l'accès au crédit et de sécuriser les investissements étrangers. Cette double démarche marque pour Nouakchott un élargissement de ses instruments de financement et de couverture des risques.

Niger

Atomic Eagle réexamine le projet d'uranium de Madaouela

Le 30 septembre 2026, l'australien Atomic Eagle [a lancé](#) un programme de réévaluation technique du projet d'uranium de Madaouela, où l'État nigérien est actionnaire à 40 % depuis la nouvelle convention minière d'août 2026. L'étude de faisabilité de 2022 prévoyait 2,7 M de livres d'oxyde d'uranium par an sur 19 ans, sur la base d'un prix de 55 USD/livre ; le cours des contrats atteint désormais 96,5 USD/livre, rendant pour l'entreprise potentiellement rentables des volumes jusqu'ici écartés. Le gisement affiche une ressource estimée à 116,5 M de livres. Une estimation est attendue au 4^e trimestre 2026, avant une étude préliminaire au 1^{er} trimestre 2027. Niamey, qui a perdu son rang de 1^{er} producteur africain en 2016, [a vu](#) sa production baisser de 4 116 tonnes (2015) à 962 tonnes (2024).



Sénégal

Mise en service de la 2^e phase du TER de Dakar

Le 28 septembre 2026, les autorités sénégalaises [ont inauguré](#) la 2^e phase du Train Express Régional (TER), avec l'ouverture au public de la section reliant Diamniadio à l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD). D'un coût de 300 Md FCFA (457,3 M EUR), financé en partie par la Direction générale du Trésor français (garanties et prêts directs), cette extension comprend (i) la construction de 19 km de ligne ferroviaire, portant le linéaire total du TER à 55 km entre Dakar et AIBD, (ii) l'acquisition de 7 nouvelles rames bi-modes, fonctionnant à l'électrique et au diesel, portant le parc à 22 rames, (iii) la construction d'une nouvelle gare à l'AIBD ainsi que la future gare de Sébikotane, et (iv) l'installation d'équipements de signalisation modernes. Ce projet vise à renforcer l'accessibilité de la plateforme aéroportuaire et à améliorer la mobilité entre Dakar et l'AIBD, en particulier dans la perspective de la tenue des Jeux Olympiques de la Jeunesse, qui se tiendront à Dakar du 31 octobre au 13 novembre 2026. Une 3^{ème} phase, prévoyant le prolongement jusqu'à Thiès sur environ 25 km, est à venir. Les études techniques, économiques, sociales et environnementales préalables [sont actuellement en cours](#) avec l'appui financier de l'Agence française de développement (4 M EUR) et de l'Union européenne (6 M EUR).

Partenariat avec Nokia dans le cadre du New Deal Technologique

Le ministère des Télécommunications et du Numérique et l'équipementier finlandais Nokia [ont signé](#), le 30 septembre 2026, une convention de partenariat visant à accompagner la transformation numérique du Sénégal dans le cadre du New Deal Technologique, un programme

d'investissement pluriannuel de 1 Md EUR dans les infrastructures numériques. L'accord établit un cadre de coopération portant notamment sur la connectivité et la résilience des réseaux, la cybersécurité, les services publics numériques, l'innovation et le développement des compétences. La convention prévoit également l'identification de projets prioritaires pouvant faire l'objet d'accords spécifiques, avec un accent particulier sur le transfert de compétences, la création de valeur locale et le suivi des résultats.

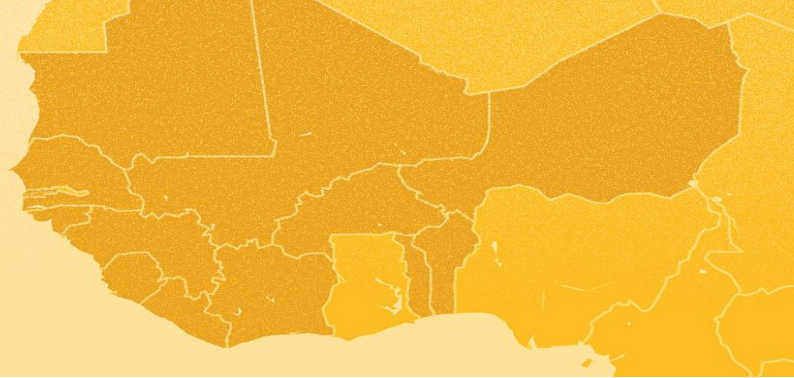
Adoption des codes du travail et de la sécurité sociale

Le Sénégal a adopté et promulgué en septembre 2026, deux nouveaux textes majeurs réformant le cadre juridique du travail et de la protection sociale. Le [Code du travail](#) remplace le dispositif de 1997 et modernise les relations professionnelles, notamment à travers l'encadrement du télétravail, le renforcement de la lutte contre les discriminations et le harcèlement ainsi que de nouvelles règles pour les contrats à durée déterminée et la sous-traitance. Le [Code de la sécurité sociale](#) améliore pour sa part un cadre datant de 1973, en élargissant la couverture aux travailleurs indépendants et à certaines catégories de l'économie informelle, en instituant une assurance maladie universelle et une pension d'invalidité et en modernisant la gouvernance des institutions de prévoyance sociale. Ces deux réformes visent ainsi à adapter le système sénégalais aux évolutions du marché du travail et à renforcer l'inclusion et la protection sociale.

Sierra Leone

La Banque centrale augmente son taux directeur à 17,25 %

Le 24 septembre 2026, la Banque de Sierra Leone (BSL) [a relevé](#) son taux directeur de 25



points de base, à 17,25 %, conformément à la recommandation de son Comité de politique monétaire (CPM). Cette décision intervient dans un contexte d'incertitudes sur les perspectives économiques mondiales et de renforcement des pressions inflationnistes. L'inflation est passée de 10,2 % en g.a. en mars 2026 à 14,8 % en juin 2026, puis à 15,7 % en août 2026. La croissance du PIB réel est attendue à 4 % en 2026, après 4,8 % en 2025, sous l'effet de la hausse des prix mondiaux de l'énergie et des nouvelles mesures fiscales. Au 2^e trimestre 2026, le déficit commercial s'est dégradé à cause d'une baisse des revenus d'exportation et des importations plus coûteuses, tandis que les réserves de change sont tombées à 1,8 mois d'importations et que le taux de change est demeuré globalement stable. En outre, le déficit budgétaire s'est creusé en raison d'une augmentation des dépenses publiques.

l'extension du dépôt pétrolier de la société publique Complexe pétrolier de Lomé (COMPEL), situé à 3,5 km du port, avec 170 000 m³ supplémentaires, qui porteront la capacité du site à plus de 400 000 m³. Ces installations permettront de renforcer la sécurité énergétique du Togo et des pays de l'hinterland (Burkina Faso, Mali et Niger).

Togo

125 M EUR de la BOAD pour l'agriculture et l'approvisionnement en hydrocarbures

[Le Conseil d'administration de la BOAD](#) a approuvé 82 Md FCFA (125 M EUR) pour le Togo, répartis sur deux projets. Le premier, d'un montant de 45 Md FCFA (68,6 M EUR), financera la troisième phase du projet de modernisation de l'agriculture irriguée (ProMAI) qui doit permettre l'aménagement de 530 ha et d'acquérir des équipements d'irrigation pour une production cible d'au moins 100 000 t de riz par an. Ce projet vise à accroître la productivité du secteur agricole qui représente [21 % du PIB et 40 % de l'emploi](#) - jusqu'aux deux tiers en incluant les activités connexes - mais qui demeure essentiellement pluvial. Au Togo, environ, [6 200 ha sont irrigués sur un potentiel inventorié de 106 000 ha](#) et la [production rizicole ne couvre qu'un tiers de la demande intérieure](#). La seconde opération, d'un montant de 37 Md FCFA (56,4 M EUR), sera consacrée à



Agenda

Date	Lieu	Évènement
7 octobre	Paris	Bpifrance / Huis Clos Simandou
19-22 octobre	Abidjan	Conférence Internationale Mobilité Durable et Climat (CIMDC 2026)
19-23 octobre	Freetown	Marché des Innovations et Technologies Agricoles (MITA 2026)
25-27 octobre	Conakry	French Agri Days 2026 - Guinée
11-13 novembre	Abidjan	Ivoire Tech Forum 2026
11-14 novembre	Conakry	Simandou Mining Summit
16-20 novembre	Abidjan & Dakar	French Energy Tour 2026 - Côte d'Ivoire et Sénégal
16-20 novembre	Cotonou	Cyber Africa Forum (16–17 novembre)
		AfriLabs Annual Gathering (18–20 novembre)
18-22 novembre	Conakry & Abidjan	French Mining Days @ SIREXE 2026 - Côte d'Ivoire et Guinée
18-22 novembre	Abidjan	Salon International des Ressources Extractives et de l'Énergie (SIREXE)
24-25 novembre	Paris	Ambition Africa 2026
30 nov -2 déc	Cotonou	Bpifrance - Business France / Parcours Business International



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)